

Rapport annuel 2024

Pour un développement durable

W
S
M
A
G
A
Z
I
N
E

DÉMOGRAPHIE

4

Des générations différentes,
des défis communs



DEVOIR DE
VIGILANCE

8

Une victoire historique



LES SOINS

14

Une société du soin au
service des autres !



SANTÉ

11

La santé dans toutes les politiques



50 ANS
DE WSM

18



LIGNE
DU TEMPS
WSM 2024

5>13

TRANSITION JUSTE

16

Pourquoi la justice climatique
est tellement importante

2024 EN CHIFFRES

20

POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un rapport annuel, c'est souvent un condensé de chiffres, de tableaux et de graphiques. Toutfois, ces chiffres ne peuvent raconter une histoire complète, ils ne peuvent donner une véritable image de ce qui s'est passé au cours de l'année écoulée. Par ailleurs, ils ne disent pas grand-chose sur le pourquoi et le comment et surtout qui sont les personnes derrière ces chiffres.

C'est pourquoi nous ne nous contentons pas de présenter les résultats de 2024, mais nous vous invitons à découvrir les histoires et les personnes qui se cachent derrière ces chiffres. Parce que chaque jour, avec leurs organisations, ils et elles s'engagent en faveur du travail décent et de la protection sociale.

Vous allez découvrir comment nous travaillons ensemble, au-delà des frontières, sur des approches et thèmes communs. Vous allez pouvoir lire les actions menées par WSM et les différents partenaires. Les changements sociaux portés par les actions de ces acteurs et actrices de changement dans le cadre de nos nombreuses collaborations, sont le cœur même de ce rapport.

Dans ce rapport annuel, nous avons à cœur de vous raconter l'histoire de **Kalpona Akter**, du Bangladesh, qui, petite fille, a dénoncé les abus commis dans une usine de confection et qui, aujourd'hui, continue à se battre pour les droits des travailleurs et travailleuses du monde entier. C'est une ardente défenseuse de la directive européenne sur le devoir de vigilance.

Ernestina Ochoa, d'IPROFOTH au Pérou, vous parle de son combat pour les droits des femmes dans le secteur de la santé.

Dans ce rapport, nous vous invitons aussi à rencontrer **les 34 jeunes d'Amérique latine**, tous et toutes leaders de mouvements sociaux et de syndicats, qui se sont réuni-es pour apprendre les un-es des autres.

Lisez l'histoire de **d'Elhadj Diallo**, maire de Niagara en Guinée, et comment le soutien des autorités locales a permis à une nouvelle mutuelle de santé de voir le jour. Et ce grâce à quoi les plus vulnérables pourront bénéficier de services de soins.

Rencontrez aussi **Bassirou Traoré**, Directeur national de la Protection sociale et de l'économie solidaire (DNPSES) au Mali. Il témoigne de la manière dont les catastrophes climatiques affectent particulièrement les groupes vulnérables.

Ce rapport annuel est donc plus qu'une rétrospective. C'est une invitation à l'engagement et à l'action. **Car la valeur de notre travail ne réside pas dans ce que nous additionnons, mais dans ce que nous mettons en mouvement ensemble.**

Changeons la donne !

Noëmi Plateau
WSM

DÉMOGRAPHIE

DIFFÉRENTES GÉNÉRATIONS, DÉFIS COMMUNS !

Souvent perçu-es comme opposé-es, les jeunes et les personnes âgées partagent pourtant de nombreux défis. Fréquemment ignoré-es dans les débats clés et les prises de décisions sociétales, ces deux catégories d'âge peinent à trouver pleinement leur place, tant sur le plan économique que social.

Texte / Noëmi Plateau et Naomi Vleugels – Photos / Jan Denil, E-motions

Dans une société où le travail détermine non seulement le revenu mais aussi le statut social, les jeunes comme les aîné-es sont trop facilement considéré-es comme 'improductif-ves', donc 'moins utiles'. Les jeunes se heurtent au manque d'expérience : ils-elles peinent à décrocher un emploi stable, se retrouvent dans des postes précaires ou informels, ou sont simplement exclu-es du marché du travail. Les aîné-es, quant à elles-eux, font face à des stéréotypes tenaces : ils-elles seraient dépassé-es technologiquement, moins performant-es physiquement ou coûteraient trop cher. Même leur droit légitime à la retraite est parfois perçu – à tort – comme un poids pour la société. Résultat : les un-es comme les autres ne sont pas pris-es au sérieux en raison de leur position économique.

Les clichés ne s'arrêtent pas là. Sur le plan social, les jeunes sont parfois vu-es comme désengagé-es ou indifférent-es aux enjeux sociétaux, tandis que les personnes âgées sont souvent perçues comme conservatrices, voire déconnectées. Ces préjugés nuisent au dialogue intergénérationnel et ont un impact négatif sur leur santé mentale.

Dans le débat public, la voix des jeunes et des aîné-es est rarement centrale. Leur participation citoyenne est souvent négligée. Cela a été particulièrement criant lors de la crise du COVID-19, où la discrimination fondée sur l'âge et le manque de consultation ont été flagrants. Même

leurs droits civils et politiques sont remis en question : certain-es proposent d'élever l'âge minimum pour voter, tandis que d'autres souhaiteraient retirer ce droit aux personnes âgées passé un certain âge.

UNE APPROCHE INTERGÉNÉRATIONNELLE ET INCLUSIVE

Face à ces constats, WSM et ses organisations partenaires s'engagent pour les droits des jeunes et des aîné-es, et souhaitent créer des liens en jetant des ponts entre les générations. Grâce à cette approche intergénérationnelle, jeunes et moins jeunes peuvent se renforcer mutuellement, partager leurs

savoirs et lutter ensemble contre l'exclusion.

En 2024, WSM a ainsi organisé une journée-forum sur l'intergénérationnel. Des ateliers et activités ont eu lieu dans plusieurs pays – Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda, Bangladesh et Belgique – favorisant les échanges entre générations.

En **République démocratique du Congo**, l'organisation WAVE a réuni plusieurs groupes de jeunes lors d'une journée de rencontre sur l'intergénérationnel. Ensemble, les participant-es ont élaboré une vision commune de l'importance des

liens entre générations dans la communauté, et réfléchi aux possibilités de collaboration. Première action symbolique : la plantation de vergers partagés, au bénéfice de toutes et tous. En fin d'année, des groupes solidaires réunissant jeunes et aîné-es ont été créés dans plusieurs paroisses de Bukavu.

Au **Burundi**, une marche intergénérationnelle a été organisée pour réclamer une meilleure protection sociale des personnes âgées. Une célébration, des festivités locales et une émission spéciale de la radio « Voix de la femme » ont permis de toucher un large public. Une conférence nationale a également été tenue sur le vieillissement et la justice entre générations.

Au **Rwanda**, tout le mois de novembre a été dédié à des activités intergénérationnelles dans 30 districts du pays. Échanges, discussions, activités sportives et actions de bénévolat ont réuni jeunes et retraité-es. L'objectif : renforcer les initiatives

intergénérationnelles au sein des politiques publiques.

Au **Bangladesh**, GK a lancé un programme d'échanges entre jeunes et personnes âgées, avec un repas commun et un camp de santé. Ces moments ont permis de discuter de la santé physique à travers les âges. Un projet a également vu le jour, dans lequel des jeunes accompagnent les aîné-es dans leurs démarches numériques pour l'obtention d'un soutien financier.

En **Belgique**, OKRA a organisé quatre sessions autour de thématiques variées : les enjeux de mobilité partagés entre jeunes et personnes âgées, l'expression commune vers les autorités, la lutte contre les stéréotypes entre générations, ou encore le féminisme à travers les âges.

Conclusion ? Quand les générations s'écoutent et coopèrent, elles deviennent une force puissante de changement. Ensemble, elles transforment les préjugés en dialogues, et les défis en opportunités.

PORTRAIT

MIEKE VAN NULAND EST LA PRÉSIDENTE BÉNÉVOLE D'OKRA ET L'AMBASSADRICE DES GRANDS-PARENTS POUR LE CLIMAT.

TEXTE / Noëmi Plateau - PHOTO / Jan De Nil

« L'égalité est le résultat de l'organisation humaine, nous ne naissons pas égaux ». Cette citation d'Hannah Arendt traverse ma vie comme un fil rouge et constitue la base de mon engagement.

L'égalité ne nous est pas donnée, j'en ai pris conscience très tôt lorsque je me battais au sein du mouvement pour les droits des femmes. Aujourd'hui encore, je me rends compte à quel point il est important de continuer à se battre pour ses droits. Avec OKRA, nous faisons campagne contre l'âgisme et l'image négative que la société

a des personnes âgées : « que les personnes âgées ne méritent rien, qu'elles coûtent trop cher ». Cela les place dans une position d'infériorité et érode leur autonomie.

Je suis résolue à continuer à m'engager en faveur des droits des personnes âgées. Pour qu'elles soient considérées comme des citoyens et citoyennes à part entière dans la société, et ce au niveau international également.

Travailler avec WSM m'a permis de réaliser à quel point il est important de prêter

attention à ces enjeux au niveau mondial. Le voyage au Bangladesh m'a appris que c'est en se sentant proche des personnes âgées du monde entier que l'on peut agir.

Là-bas, nous avons constaté que lorsque d'autres sociétés introduisent le même modèle économique capitaliste, le rôle des seniors dans la société se réduit de plus en plus. J'ai été d'autant plus impressionnée par tout ce que GK a réussi à faire en créant les associations de personnes âgées. Ils parviennent à redonner un rôle aux personnes âgées en leur permettant d'organiser elles-mêmes des activités. »



LIGNE DU TEMPS

JANVIER

12 JANVIER

Adoption de la note stratégique 'Travail décent' pour la coopération belge

FÉVRIER

6 FÉVRIER

Célébration des 50 ans de WSM.

10-25 FÉVRIER

Banglabike



MARS

8 MARS

Journée internationale des droits des femmes

12 MARS

Séminaire des syndicats belges et du groupe des travailleurs du CESE

25 MARS

Colloque sur la fiscalité équitable au Parlement fédéral



BANGLABIKE 2024

TEXTE / Isa Peirens - PHOTO / Jan De Nil

En février 2024, un groupe composé de 15 membres d'OKRA s'est rendu au Bangladesh pour explorer le pays à vélo. Les organisations partenaires GK et NGWF ont pu faire découvrir à ces voyageurs et voyageuses leur monde. Par exemple, les participant-es se sont rendu-es à vélo dans divers centres de santé et associations de personnes âgées.

Le concept du Banglabike repose sur un principe de récolte de fonds effectuée par les cyclistes qui se sont initialement engagé-es à collecter 2.000 euros/personne pour les projets des organisations partenaires. Les attentes ont largement été dépassées car plus de 60.000 euros ont pu être récoltés!

Ce voyage rentre pleinement dans la vision de la coopération et de solidarité internationale que porte OKRA, la plus grande association de seniors de Belgique. Ce Banglabike est d'ailleurs leur idée originale !

LES PERSONNES ÂGÉES

Au **Bangladesh**, le réseau BSPAN, soutenu par WSM, a contribué à l'instauration d'un régime de pension universel. Mais la faible adhésion s'explique par un manque de clarté et une participation limitée de la société civile à sa mise en œuvre.

Au **Rwanda**, le plaidoyer de l'Association rwandaise des Retraité-es a permis une hausse de 159 % des pensions minimales, une avancée majeure pour garantir une vie digne aux personnes âgées.



LES JEUNES

En mai et juin 2024, WSM a formé 34 jeunes leaders qui ont en commun de provenir de mouvements sociaux et de syndicats **d'Amérique latine**. Via la plateforme numérique IVV, quatre sessions interactives ont permis à ces jeunes d'échanger autour de divers thèmes, tels que : le leadership, les droits du travail, la santé, l'emploi, l'économie sociale et solidaire, l'environnement et le genre.

Ces rencontres virtuelles ont été suivies en août par un atelier en présentiel intensif et plein d'échanges enrichissants au Guatemala, débouchant sur la création de comités de jeunes au sein des quatre réseaux INSP!R. À partir de 2025, cette formation sera organisée de manière systématique, avec l'implication active des jeunes déjà formés-es, notamment dans les séminaires continentaux qui vont préparer le prochain programme 2027-2031.

// Campagne du 1^{er} octobre de GK au Bangladesh : moment d'échange avec des jeunes et des personnes âgées, suivi d'un repas et diverses activités.



// Campagne intergénérationnelle de WAVE dans l'Est du Congo durant laquelle jeunes et personnes âgées ont planté ensemble des arbres fruitiers.

AVRIL

8-15 AVRIL

Accueil de Lovely (AHW - Philippines)

10-11 AVRIL

Semaine sociale MOC avec la participation de WSM

15 AVRIL

Webinaire sur la transition juste, organisé par la Plateforme belge du Travail décent.

23 AVRIL

BE24 - Présidence UE
Conférence sur la Couverture Santé Universelle (CSU)

24 AVRIL

Onzième anniversaire de la catastrophe du Rana Plaza au Bangladesh & victoire historique ! Vote du Parlement européen de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises

21-24 AVRIL

Participation de WSM à la Conférence mondiale du Cacao à Bruxelles, avec une délégation de République dominicaine

AVRIL

Au Burundi, adoption du projet de loi sur les droits des personnes âgées par le Parlement national



DEVOIR DE VIGILANCE 24 AVRIL 2024

VICTOIRE HISTORIQUE : LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE LA LOI SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE À STRASBOURG !

Exactement 11 ans après l'effondrement tragique de l'immeuble Rana Plaza au Bangladesh, qui a tué 1.138 ouvrières et ouvriers de l'habillement et en a blessé 2.000 autres, le Parlement européen a approuvé la directive sur le devoir de vigilance. Feu vert pour une loi qui oblige les grandes entreprises internationales, opérant sur le territoire européen, à prendre soin des travailleuses et travailleurs et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur. Il s'agit d'une victoire majeure pour la société civile dans son ensemble, qui est montée aux barricades pendant des années pour obtenir cette directive.

TEXTE / Jaklien Broekx - PHOTOS / Shannon Rowies, ECCJ, Sabela González García – ECCJ, AeroVision Gh – Shutterstock, Bruno Deceukelier, Tim Dirven

RÉVOLUTIONNAIRE

Pour la première fois dans l'histoire, les entreprises sont légalement tenues de vérifier si le travail des enfants, l'esclavage moderne et les crimes écologiques existent dans leur chaîne de production. Cela signifie que les multinationales produisant des smartphones ne peuvent plus prétendre que les mines de cobalt au Congo - où des enfants et des adultes travaillent dans des conditions qui mettent leur vie en danger - ne relèvent pas de leur responsabilité. Et que les géants de la mode ne peuvent plus détourner le regard des ateliers clandestins d'Asie du Sud-Est, où les ouvrières et ouvriers de l'habillement travaillent 16 heures par jour pour un salaire de misère.

HISTORIQUE

L'adoption de la directive européenne sur le devoir de vigilance en matière de développement durable des

entreprises (Corporate Sustainability Due Diligence Directive ou CSDDD) constitue une étape historique pour la société civile au sens large, composée d'ONG et de syndicats. Ces dernières années, des milliers de citoyen·nes et d'organisations ont réclamé des règles claires sur les pratiques commerciales responsables. La CSC, WSM et les organisations partenaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine se battent depuis des années pour cela. Un bond gigantesque ! Même une partie du monde des affaires soutient cette directive, « pour créer des conditions équitables face aux



cow-boys du secteur qui font fi de toutes les règles », semble-t-il.

DÉMANTÈLEMENT

Fin février 2025, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a lancé de manière inattendue la proposition visant à affaiblir considérablement la législation sur le devoir de vigilance des entreprises, sous couvert de « simplification administrative ». En pratique, cela signifie moins de contrôles, moins de garanties et un affaiblissement des programmes de transition climatique. En outre, la loi ne s'appliquerait plus qu'aux entreprises de plus de 1.000 salarié·es. Ce qui laisse 85 % des entreprises sous le radar !

Cette proposition a fait l'effet d'une bombe sur la loi sur le devoir de vigilance. Le lobby industriel ne fait pas dans la dentelle. Les entreprises sont apparemment autorisées à donner leur avis sur cette nouvelle loi « Omnibus », tandis que la société civile

est complètement mise à l'écart. C'est avec beaucoup d'incrédulité et de perplexité que les ONG et les syndicats réagissent à ce grand pas en arrière. Dans la pratique, l'absence de règles signifie également l'absence de droits, l'absence de responsabilités et, une fois de plus, la possibilité de commettre des abus. D'autres règles sont également érodées. Comme l'obligation pour les entreprises de divulguer leurs performances en matière de développement durable.

La proposition de la Commission européenne n'est pas encore définitive et doit encore être approuvée par les États membres et le Parlement européen, mais l'intention est claire : l'Europe semble abandonner ses engagements et son rôle de leader en matière de durabilité.

L'OMBRE DE TRUMP

« Comment les choses peuvent-elles se retourner aussi rapidement ? », s'interroge Lara Wolters, initiatrice de la loi sur le devoir de vigilance et députée européenne au nom du parti néerlandais GroenLinks-PvdA, dans le quotidien néerlandais Trouw. « Une

partie de ce revirement vient des États-Unis, où, sous l'impulsion de Trump, les gens se battent contre tout ce qui a trait à la durabilité. Cela contamine également la manière dont les institutions européennes envisagent la durabilité. Tous ceux et celles qui étaient déjà contre ces nouvelles règles ont profité de cette ouverture pour recommencer à faire du lobbying. Je trouve scandaleux et irresponsable qu'Ursula von der Leyen se soit laissée prendre à ce point par les entreprises. Le résultat aura des effets dévastateurs pour les gens et l'environnement ».

RETOUR AUX BARRICADES

Il appartient au gouvernement fédéral belge et au Parlement européen de s'opposer à la loi « Omnibus ». Les ONG et les syndicats monteront à nouveau aux barricades à l'automne 2025. Car on ne jette pas si facilement à la poubelle une loi votée démocratiquement !



TÉMOIGNAGE

La Bengalie Kalpona Akter a fait l'expérience directe de la façon dont les entreprises commanditaires occidentales ont ignoré ses droits. À 12 ans, elle a travaillé dans un atelier de couture pour aider sa famille à joindre les deux bouts. Elle y travaillait de très longues heures pour un salaire de misère, était obligée de passer la nuit dans l'usine et subissait des violences verbales et physiques. Mais Akter a résisté. Aujourd'hui, elle est une syndicaliste renommée dans son pays et à l'étranger. En février 2025, elle est venue à Bruxelles pour une visite éclair au Parlement européen. Akter : « Nous espérons que les travailleurs et travailleuses pourraient poursuivre leurs entreprises en justice grâce à la loi européenne sur le devoir de vigilance. Mais j'entends maintenant que la Commission européenne veut que tout soit « plus simple ». En d'autres termes, elle fait marche arrière. Il n'y aura donc pas de responsabilité obligatoire pour les entreprises. Je trouve tout cela tellement égocentrique. Apparemment, les responsables d'entreprises et les politicien·nes ne se soucient pas du tout de ce qui se passe à l'autre bout du monde, mais c'est nous qui en supportons les conséquences... Ce n'est vraiment pas comme ça que ça devrait se passer ».

MAI

4 MAI

WSM Challenge aux 75 ans de Familiehulp. 1.000 kilomètres parcourus à vélo !

26 MAI

20 kms de Bruxelles - WSM challenge pour défendre les droits des travailleur·euses des mines en Afrique

29 MAI

Webinaire sur les Normes internationales du travail - Présentation du livre de Luc Cortebeek

JUIN

1-13 JUIN

Conférence internationale OIT : discussions générales sur le Travail décent dans l'économie du soin - apport du réseau INSP!R facilité par WSM

10 JUIN

Signature de la convention entre WSM et l'ACEAC (Association des conférences épiscopales de l'Afrique centrale)

Visite d'une délégation du syndicat C.Cawdu (Cambodge) en Belgique organisée par la CSC METEA, en collaboration avec ACV Puls et WSM



RÉALISATIONS

UN NOUVEAU CODE MINIER AU BURKINA FASO

Le Burkina Faso a adopté un nouveau code minier en juillet 2024. Ce pays est l'un des plus grands producteurs d'or d'Afrique, et il exploite également des mines de zinc, de manganèse, etc. L'or représente plus de 70 % des recettes d'exportation du pays. L'exploitation artisanale de l'or, en particulier, emploie de nombreuses personnes, souvent sans protection adéquate, ni sécurité sociale. Les partenaires de WSM continuent de plaider en faveur de l'adoption de la Convention 176 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui traite de la sécurité et de la santé dans les exploitations minières.



TOLÉRANCE ZÉRO DANS LES ATELIERS DE COUTURE EN INDONÉSIE

Enfin des conditions de travail plus sûres pour les femmes dans une usine de confection de l'ouest de Java. Le syndicat local K-SBSI a fait de la protection des travailleuses et de la lutte contre la violence liée au genre un point central de ses actions. Alors que des rapports d'abus - y compris le partage en ligne de photos inappropriées - arrivaient tous les mois, une ligne claire a maintenant été tracée. Grâce à la nouvelle convention collective, une politique stricte de tolérance zéro s'applique désormais.



LEVI'S PASSE À LA VITESSE SUPÉRIEURE

Bruxelles, Place Monnaie, 24 avril 2024. Levi's et d'autres grandes marques de jeans ont reçu l'appel urgent des militant-es de la Campagne Clean Clothes et d'achACT à signer l'Accord international sur la sécurité et la santé. Plus 70.000 signatures ont été récoltées dans le monde entier demandant à ces marques de signer cet Accord.

UNE GRANDE VICTOIRE !

Le 17 octobre 2024, Levi's a signé l'Accord international sur la sécurité des usines ... au Pakistan.

Un accord juridiquement contraignant entre les marques de mode et les syndicats. L'objectif est de garantir des conditions de travail sûres dans les usines du Pakistan, avec des inspections, des mécanismes de réclamation et des formations pour les travailleuses et travailleurs. L'Accord au Bangladesh n'a toujours pas été signé, mais nous maintenons la pression.

SANTÉ

« UNE POLITIQUE CENTRÉE SUR LA SANTÉ NE TOMBE PAS DU CIEL : ELLE NAÎT DE LA BASE, LÀ OÙ LES CITOYEN·NES S'ORGANISENT »

La santé nous concerne toutes et tous. Elle dépasse largement le cadre des hôpitaux et des médecins. Vivre en bonne santé dépend aussi bien des politiques climatiques, que des conditions de travail, ou encore de la protection sociale. C'est le cœur du principe "la santé dans toutes les politiques" : intégrer la santé dans tous les domaines politiques, car chaque décision, directe ou indirecte, a un impact sur la santé publique.

TEXTE / Mia Vandenberghe - PHOTOS / Jan Denil, E-motions

Cela signifie dans notre travail de coopération internationale que la santé est liée à divers thèmes tels que : le travail décent, l'égalité de genre, l'environnement et la protection sociale. Il est donc logique que les mouvements sociaux partenaires de WSM défendent des politiques qui placent la santé au centre, à tous les niveaux. En s'attaquant aux causes des inégalités en matière de santé, on vise un changement structurel. La santé devient ainsi une responsabilité collective, portée par les citoyen·nes et les responsables politiques.

DES CLÉS ESSENTIELLES

Mettre la santé au cœur de la société, locale comme à l'international, repose sur plusieurs éléments clés.

Un : du courage politique. Il faut oser faire des choix cohérents, guidés par le souci du vivant et de la planète. Une planète en bonne santé est la condition d'une population en bonne santé.

Deux : une vision à long terme. Il est essentiel de miser davantage sur la prévention. Comme le souligne **Luc Van Gorp**, président de la Mutualité

chrétienne : « Plus on investit dans la prévention, moins on a besoin d'intervenir après coup. »

Trois : le rôle des mouvements sociaux. Aïssatou Barry, secrétaire générale de DynaM en Guinée, le dit ainsi : « Notre plus grande réussite, ce sont les personnes ordinaires qui prennent elles-mêmes leur santé en main. Une politique de santé efficace repose autant sur la décision politique que sur l'engagement des citoyen·nes. En construisant ensemble une société en bonne santé, on œuvre pour le droit à la santé pour toutes et tous. »

DES AVANCÉES CONCRÈTES, MALGRÉ LES OBSTACLES

Dans de nombreux pays, l'espace accordé à la participation citoyenne et aux mouvements sociaux se réduit. Cela rend la défense des droits fondamentaux, dont la santé, plus difficile. Pourtant, ce rapport annuel met en lumière plusieurs réussites, obtenues dans des contextes complexes et des périodes d'instabilité politique.

JUILLET

Adoption par le Burkina Faso d'une nouvelle loi sur l'exploitation minière

AOÛT

Rencontre des jeunes d'Amérique latine au Guatemala, organisée par WSM.

SEPTEMBRE

12 SEPTEMBRE
Formation WSM-ACV-CSC i & ANMC sur le genre, l'intersectionnalité et l'international

23 SEPTEMBRE
Webinaire sur la transition juste et le dialogue social, organisé par la Plateforme belge du Travail décent.

OCTOBRE

4 OCTOBRE
Fête des 50 ans de WSM

7 OCTOBRE
Séminaire sur les attaques sur la société civile à Bruxelles, organisé par WSM

12 OCTOBRE
Fête des Partenariats - Tournai

17 OCTOBRE
Signature par Levi's, le géant du jeans, de l'Accord international sur la sécurité dans les usines au Pakistan, grâce à la pression citoyenne

29 OCTOBRE
Journée internationale des soins



UN TRAVAIL DIGNE, POUR UNE MEILLEURE SANTÉ

L'économie sociale et solidaire permet d'améliorer les revenus, ce qui facilite l'accès aux soins.

Au Burundi, ODAG-Caritas forme les agriculteur-trices à l'élevage, à l'entrepreneuriat et aux cultures agricoles, tout en offrant un appui technique. Ces formations leur donnent accès au crédit, aux mutuelles, et à une meilleure information. Résultat : plus de revenus, et une meilleure santé.

En République dominicaine, l'organisation féminine CONAMUCA propose des formations sur les droits des femmes, les soins, ou encore l'accès à l'emploi. Cela permet aux femmes de développer leur leadership et de jouer un rôle dans la lutte contre les mariages d'enfants ou les violences liées au genre. En accédant à de meilleurs emplois, elles améliorent leur santé, celle de leur famille, et de toute leur communauté.

LES MUTUALITÉS : UN LEVIER POUR LA SANTÉ

Une politique locale axée sur la santé en Guinée

À Niagara, en Guinée, une collaboration entre mutualité et autorités locales a vu le jour. Le maire, Elhadj Diallo, raconte son engagement et la création d'un fonds communautaire de santé, accessible à toutes et tous. (Voir témoignage plus bas)

Construire ensemble la santé en Belgique et au Sénégal

Au Sénégal, le GRAIM et la MC de Flandre occidentale s'unissent pour améliorer la santé des femmes. En octobre 2024, une visite de travail a marqué le début d'une collaboration renforcée, fondée sur l'échange d'expériences et le dialogue autour des problèmes vécus. L'apprentissage est mutuel. Affaire à suivre !

Une carte d'identité mutualiste

Lors de la réunion du réseau AIM à Bruxelles, la MC et WSM ont présenté la carte d'identité mutualiste du réseau INSP!R. Celle-ci met en avant des valeurs fondamentales : solidarité, non-lucrativité et engagement social. Elle s'inscrit pleinement dans l'idée que la santé doit être au cœur de toutes les politiques – un rôle que les mutualités assument pleinement.

DE L'EAU POTABLE POUR UNE COMMUNAUTÉ PLUS SAINE AU BÉNIN

Grâce à l'énergie solaire, les coopératives Zoungbo Bogon et Kotokpavan de MDB offrent un accès sûr à l'eau potable à des communautés souvent oubliées. Cette technologie renforce directement la santé collective, en réduisant les maladies liées à l'eau insalubre.

SANTÉ ET ADAPTATION AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU BANGLADESH

Au Bangladesh, Gonoshasthaya Kendra (GK) travaille régulièrement à l'amélioration de la santé grâce à un

réseau accessible d'agents de santé communautaires. Leur approche tient compte des effets du changement climatique, dont le Bangladesh souffre énormément.

Manzur Kadir Ahmed, directeur de GK : « Les recherches montrent que le changement climatique a un impact négatif sur la santé publique au Bangladesh. Le paludisme, la dengue, la diarrhée infantile et la pneumonie sont plus fréquents, en particulier dans les communautés vulnérables. Nous combinons les soins de santé et l'adaptation au climat en nous concentrant davantage sur la prévention de ces maladies. Nous documentons et diffusons nos expériences, influençant ainsi indirectement les politiques climatiques nationales ». Lisez aussi l'histoire de Shilpy Akter.

« GK a sa propre politique climatique, dans laquelle nous combinons les soins de santé et l'adaptation au climat. En documentant et en diffusant nos expériences, nous influençons indirectement la politique climatique au Bangladesh ».

Manzur Kadir Ahmed

DES VOIX, DES VISAGES

Elhadj Diallo, maire de Niagara (Guinée)

Dans la commune de Niagara, DynaM a pu compter sur l'appui de l'administration locale pour lancer une nouvelle mutuelle de santé. Fin 2024, elle a enregistré l'inscription de son 1.500^e membre.

La maire, Elhadj Diallo, est très enthousiaste.

« Dès mon entrée en fonction début 2024, j'ai pris conscience des défis liés à la santé dans notre communauté. Beaucoup d'habitantes n'avaient pas les moyens de se faire soigner, même dans les établissements publics locaux.

En mai, nous avons lancé, en collaboration avec DynaM, une mutuelle de santé communautaire. En tant que maire, je me suis inscrit, ainsi que ma famille, et j'ai encouragé d'autres élu-es à faire de même. C'est un exemple qui peut compter.

Dès le début, nous avons identifié les plus vulnérables – comme les personnes atteintes d'albinisme, les personnes handicapées, les orphelines et les personnes âgées sans soutien - et nous les avons incluses dans la mutuelle de santé.

Les soins sont dispensés par le Centre de santé de Niagara et l'hôpital régional de Mamou, où plusieurs patient-es ont déjà été aidé-es, sans frais supplémentaires. Les retours positifs se multiplient sur nos réseaux sociaux, via notre canal Niagara TV. »



Shilpy Akter – Bangladesh

Shilpy a grandi dans une famille modeste. Son père est vendeur de fruits et sa mère est femme au foyer. Après le secondaire, elle pensait ne pas pouvoir poursuivre ses études, faute de moyens.

« En 2012, mon oncle, qui travaillait chez GK, m'a parlé de la formation d'agent de santé communautaire à Sreepur. J'ai pu commencer immédiatement, puis j'ai travaillé à Savar.

Plus tard, j'ai travaillé sur des programmes de santé dans des usines de confection à Shimulia. J'ai reçu une formation complémentaire en soins obstétricaux et, avec des sages-femmes traditionnelles, j'ai supervisé des accouchements à domicile.

Mais je voulais poursuivre mes études et suivre le cours avancé de soins infirmiers à l'université GK. Dans ce programme, l'un des sujets abordés est la manière dont le changement climatique affecte notre santé. Surtout, nous apprenons à répondre aux défis supplémentaires qu'il entraîne.

Ce cours me permet de combiner études et travail. Cela me permet de soutenir davantage ma famille sur le plan financier : on a pu rénover leur maison, acheter du bétail et mon frère et mes sœurs ont pu poursuivre leurs études.

Entre-temps, je suis mariée et j'ai presque terminé mes études. Bientôt, j'espère obtenir mon diplôme d'infirmière. »

Ce qui semblait impossible est devenu une réalité. Non seulement Shilpy en récolte les fruits, mais aussi sa famille et l'ensemble de la communauté.



NOVEMBRE

14-15 NOVEMBRE

Présentation à l'Association internationale de la Mutualité (AIM) de la carte d'identité des mutuelles

14 NOVEMBRE

Mobilisation à Bruxelles pour défendre la coopération internationale

18 NOVEMBRE

Séminaire "Mouvements sociaux, droits humains et résilience" - 50 ans WSM - Bruxelles

25 NOVEMBRE

Forum avec des organisations des aîné.e.s et des jeunes de six pays sur la coopération intergénérationnelle

DÉCEMBRE

29 NOVEMBRE-12 DÉCEMBRE

Voyage d'immersion en RD Congo (transition juste, extractivisme...)

Une nouvelle mutuelle créée à Niagara, en Guinée, atteint 1.500 membres

2-6 DÉCEMBRE

Sénégal : Séminaire sur les enjeux miniers en Afrique

10 DÉCEMBRE

Action 'Defend the Defenders' à Bruxelles

LES SOINS

UNE SOCIÉTÉ DU SOIN

AU SERVICE DES AUTRES !

Dans le monde entier, les travailleur-euses du secteur du soin sont exposé-es à des risques considérables liés à leurs conditions de travail précaires, à des salaires bien trop bas que pour pouvoir vivre dignement et à voir leurs droits syndicaux bafoués (violations de la liberté syndicale etc.).

TEXTE / Antoinette Maia - PHOTOS / WSM et Abraham Calderon

Ils-elles sont plus de 380 millions dans le monde, des hommes, mais surtout des femmes, qui quittent leur foyer, qui se voient obligé-es de migrer pour s'occuper des autres. Dans le secteur formel des soins, deux tiers sont des femmes. Si l'on inclut le travail informel et non rémunéré, cette part monte à trois quarts. Elles travaillent comme infirmier-ères, employé-es de maison, garde d'enfants... dans ce que l'on appelle **la chaîne globale du soin**. Elles s'occupent de nos proches tout en étant elles-mêmes séparées de leur famille. Alors que le soin est au cœur de nos vies et l'humanité, leur travail n'est que trop peu reconnu, que trop peu visible.

Avec ses acteurs locaux et internationaux, WSM dénonce ces injustices et poursuit son engagement pour un modèle de soin basé sur les normes internationales du travail décent.

DES AVANCÉES POSSIBLES

En participant à la **Conférence internationale du Travail** de l'OIT à Genève, WSM - aux côtés de partenaires syndicaux - a voulu montrer son engagement pour un modèle de soins qui respecte les droits des travailleur-euses de ce secteur. Une note conjointe '*La transition vers une société du soin*' - avec les contributions de la CNE/PULS, MC/CM, INSPIR, ... - a été rédigée défendant de meilleures conditions pour les soignant-es, un accès universel aux soins de santé,

une offre publique et solidaire et une approche centrée sur le genre. Sur place, WSM et la CNE ont porté ces revendications dans le groupe des travailleur-euses. D'autres partenaires ont également pris part aux discussions. Le chemin est encore long pour que des avancées concrètes soient engrangées, mais l'OIT propose plusieurs recommandations : garantir des salaires équitables pour les soignant-es qui reflètent la valeur de leur travail et leur contribution à la société ; étendre la protection sociale aux travailleur-euses migrant-es et

renforcer leurs droits à un accès à des contrats de travail formels ; promouvoir l'égalité des genres dans la chaîne globale des soins en valorisant les métiers majoritairement occupés par des femmes. Le travail de plaidoyer ne s'arrête donc pas.

CHAÎNE GLOBALE, MOBILISATION MONDIALE

Le 29 octobre, pour la journée internationale du soin, WSM et ses partenaires ont lancé la campagne « **We Care, Do you ?** ». Celle-ci a permis, au travers de témoignages

vidéo, de mettre en lumière le phénomène de la chaîne mondiale du soin, les effets de la migration sur les systèmes de santé, comme en Inde ou encore les luttes des travailleuses domestiques en Belgique et au Pérou.

En **Amérique latine**, la campagne « *El cuidado es proteccion social : derecho y corresponsabilidad* », a été lancée principalement pour améliorer la situation des femmes dans le secteur des soins. Promue dans les quatre pays membres du réseau INSPIR en Amérique latine : Pérou, République dominicaine, Guatemala et Bolivie, cette campagne a permis des avancées importantes dans ces métiers.

En **Afrique**, le travail en réseau avec INSPIR **Burundi** et la collaboration avec des mouvements sociaux et autorités locales ont conduit à la formation de quatre syndicats majeurs, reconnus officiellement par



les autorités étatiques dont la FNTD (Fédération nationale des Travailleur-euses domestiques) qui a négocié au sein du dialogue social avec les autorités étatiques la reconnaissance légale du métier de travailleur-euse domestique, débouchant sur l'octroi de véritables contrats de travail et portant sur l'accès à la protection sociale et à la formation professionnelle. Ces dernier-ères ont été reconnu-es dans le cadre de la révision du code de travail. Ce plaidoyer a été couronné de succès grâce à l'organisation de ces travailleur-euses en syndicat, à la formation de ces personnes sur leurs droits et à un intense travail de sensibilisation des employeur-euses, malgré les résistances.

En **Belgique** aussi, les combats sont identiques. Espérant trouver de meilleures conditions de vie, de nombreuses femmes fuient la violence économique, politique et de genre de leur pays pour venir en Belgique y exercer un travail domestique ou lié au soin. A la veille de la journée internationale du travail domestique, les militantes de la Ligue des Travailleuses domestiques se sont mises en grève et en scène. En proie aux abus et à l'exploitation, elles ont revendiqué (et continuent à le faire) leur régularisation et leur droit à exercer un emploi légal, décent et sécurisé. Comme l'évoque ici **Eva Maria Jimenez Lamas** (ACV-CSC Bruxelles) : « *Je milite depuis*

plus de 15 ans avec l'ACV-CSC pour rendre visibles les travailleur-euses sans papier, enfermé-es dans l'invisibilité par des choix politiques qui facilitent leur exploitation. Les femmes, cantonnées au nettoyage et au care, subissent en plus une oppression de genre. Mais elles se lèvent : La Ligue réclame la reconnaissance du travail du soin, la régularisation par le travail et la fin des violences. Défendre leurs droits, c'est défendre la justice et l'égalité pour toutes et tous. »



PORTRAIT

Ernestina OCHOA, employée de maison au **Pérou** : « *Lorsque Victoria Reyes Silva, la présidente d'IPROFOTH¹, m'a ouvert ses portes, ma vie a changé. J'étais craintive et timide, mais j'ai ravalé mes larmes et je suis sortie me battre pour mes collègues. La lutte pour la convention 189 de l'OIT sur le travail décent pour les travailleur-euses domestiques est l'étape la plus importante pour moi. La convention constitue désormais la base d'une loi nationale pour les travailleur-euses domestiques. »*



Depuis, le 30 mars est considéré comme un jour férié payé pour ces travailleur-euses.

En **Inde**, le **National Domestic Workers Movement (NDWM)** a mis en place un modèle de coopérative de travailleuses domestiques et du soin dans le but d'encourager la conclusion de contrats écrits entre employeurs et employées. Ces contrats peuvent ainsi inclure des clauses de salaires fixes et des horaires de travail définis. Des dispositions peuvent prévoir la facilitation d'accès aux programmes gouvernementaux (pension, assurance

1. IPROFOTH : Institut de formation et de promotion des travailleur-euses du soin, Pérou. Sa mission est d'améliorer la qualité de vie de ces travailleur-euses en leur donnant les moyens d'agir grâce à la formation, au placement, aux droits du travail, à la protection sociale et à la reconnaissance de leur contribution à l'économie des soins.



maladie et allocations de maternité) ; de la sensibilisation aux droits du travail, de fournir une formation pour créer et développer des compétences professionnelles et d'aider à la gestion financière. **Sister Christy** qui coordonne le NDWF témoigne : « *Mon engagement a commencé à l'âge de 12 ans. J'aspire à un syndicat encore plus fort et à un salaire décent pour davantage de femmes travailleuses domestiques, du soin car chacune d'entre elles compte et toutes nos voix doivent être entendues. »*

TRANSITION JUSTE

FAIRE FACE AUX BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Transition juste et justice climatique : voici des notions qui prennent de plus en plus de place dans nos programmes. C'est important et nécessaire si l'on observe le contexte global de crises climatiques qui se multiplient à travers le monde sans susciter (jusqu'ici) de réaction politique à la hauteur des enjeux. Pour la première fois, en 2024, la Terre a dépassé la limite d'élévation de température moyenne d'1,5 degré par rapport à l'ère préindustrielle, cette limite définie dans l'accord de Paris de 2015. Celle-ci s'est traduite par de nombreuses catastrophes climatiques (inondations, incendies, chaleurs excessives...) qui n'ont épargné aucune région du monde, tout en frappant particulièrement les personnes en situation de vulnérabilité, qui doivent être mieux couvertes en matière de protection sociale. Découvrez comment WSM s'est engagée en 2024 sur ces enjeux à travers différentes initiatives.

TEXTE / Jennifer Van Driessche – Photos / WSM, 11.11.11 (Tim Dirven)

Une économie durable devrait servir notre bien-être social, dans les limites de notre planète et de nos écosystèmes, sans compromettre les opportunités des générations futures. Les systèmes de production, de distribution et de consommation dominants dans notre société provoquent le changement climatique, un problème mondial qui a un impact disproportionné sur les personnes en situation de vulnérabilité.

Notre système économique est prédateur et fait donc bien partie du problème. Il faut donc repenser notre modèle économique en instaurant une hiérarchie claire entre les différents piliers du développement. Le développement économique doit être au service du bien-être des populations en tenant compte des limites de notre planète et de son écosystème. C'est la position développée par les organisations qui sont investies au sein de la **Plateforme de coordination pour le travail décent (PFTD), qui réunit neuf organisations belges actives dans la coopération internationale**, coordonnée par WSM.

Les limites environnementales, au cœur de la vision et mission renouvelées de WSM

En 2024, nous avons préparé le plan stratégique 2027-2036 de WSM. Avec la participation d'organisations partenaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes et de Belgique, nous avons examiné le

contexte, la vision, la mission et les objectifs stratégiques de l'organisation. La vision et la mission ont été adaptées au contexte. L'accent a été mis sur la justice sociale et environnementale et sur la lutte pour une meilleure répartition du pouvoir et des ressources. **Avec la Plateforme de coordination pour le travail décent (PFTD), nous prônons la transition juste : la solidarité entre les personnes et l'harmonie avec la nature.** La réduction des émissions de gaz à effet de serre doit aller de pair avec la garantie d'un travail digne et d'un salaire décent pour tous-tes. Une transition durable prend en compte les moyens de subsistance et l'avenir des travailleur-euses et des personnes en situation de vulnérabilité, y compris lors de la création d'emplois dans des secteurs et des services à faible émission de carbone.

RÉALISATIONS

Sensibilisation & mise en réseau

En 2024, la Plateforme de coordination pour le travail décent (PFTD) a organisé **deux webinaires internationaux consacrés à la transition juste** : une introduction au concept et une session consacrée aux enjeux en termes de

dialogue social. En 2025, cette série de réflexions en ligne se poursuit.

En 2024, nous nous sommes également lancé-es avec un consortium dans un nouveau **programme européen de sensibilisation 'Fashioning a Just Transition'**, dont l'objectif est de contribuer à des chaînes de valeur socialement et écologiquement durables dans l'industrie de la mode. Dans le monde, nous sommes inextricablement lié-es. Le secteur de l'habillement en est un exemple frappant. Le but est de prendre des mesures pour soutenir la solidarité de filière dans le secteur mondialisé de la mode, et à faire en sorte que la nécessaire transition verte soit équitable pour tous-tes les travailleur-euses. Nous avons notamment organisé une sensibilisation à ce sujet lors du Congrès de la CSC-ACV en novembre et fixé les bases d'une communication large vers le grand public européen dans les années à venir.

Plaidoyer politique

Implication dans le processus du Fonds mondial des Nations unies pour l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes

Grâce au réseau INSP!R Asie, des échanges ont lieu sur la manière dont, dans chaque pays pionniers identifiés dans ce processus (quatre en Asie), les organisations de la société civile et les syndicats sont consultés (ou non) et sur les sujets qui peuvent être prioritaires, tels que les politiques du marché du

travail, la manière dont les travailleur-euses des industries polluantes peuvent se reconvertir, ou la manière dont les syndicats peuvent aider certains secteurs à devenir plus propres. Objectif : offrir une meilleure couverture à davantage de personnes. Un bon exemple est celui du secteur des transports, qui est souvent très informel en Asie, mais où les syndicats peuvent promouvoir activement les véhicules électriques, faciliter les achats conjoints, etc.

Protection sociale adaptative face aux chocs (climatiques) au Népal

Les actions de plaidoyer menées conjointement dans le cadre du réseau INSP!R Népal ont contribué à l'adoption de lignes directrices sur la protection sociale adaptée aux chocs, ce qui signifie des droits supplémentaires en cas de chocs pour les 3,6 millions de bénéficiaires actuel-les de sécurité sociale dans ce pays.

Echanges et mise en réseau

Ensemble vers un cacao durable



La 5ème Conférence mondiale du cacao s'est tenue à Bruxelles en avril 2024, avec pour thème central : « Payer plus pour un cacao durable ». Une occasion idéale de favoriser le contact entre des travailleur-euses au début et à la fin de la chaîne du cacao et du chocolat. Nous avons invité trois membres de nos organisations partenaires de la République dominicaine (le syndicat CASC et la CONAMUCA), travaillant dans la culture du cacao, à prendre part au débat et échanger avec des délégué-es syndicaux-ales et des permanent-es de la CSC Alimentation et Services de Belgique. En marge de la Conférence, nos partenaires ont également bénéficié d'un vaste programme d'échanges, de rencontres, de visites d'entreprises chocolatières et culturelles.

PORTRAIT

MONSIEUR BASSIROU TRAORÉ EST DIRECTEUR NATIONAL DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE (DNPSES) AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ, EN CHARGE DE L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DE LA PROTECTION SOCIALE AU MALI.



« En 2024, le Mali a connu des inondations ayant fait près de 260.000 sinistré-es. Les conséquences ont été tragiques, notamment pour le secteur agricole : les agriculteur-trices ont perdu leurs moyens de subsistance, entraînant une aggravation de l'insécurité alimentaire et un endettement accru. Cette catastrophe a révélé les limites de notre politique de protection sociale, qui n'est pas flexible et ne s'ajuste pas aux chocs. »

En novembre 2024, le réseau INSP!R Mali – avec l'appui de WSM – a organisé un atelier national sur la protection sociale adaptative auquel j'ai participé. Aujourd'hui, l'ambition de la tutelle est de réviser la politique nationale de protection sociale en incluant cette dimension adaptative, en s'appuyant sur INSP!R Mali. »

MINES ET EXTRACTIVISME EN AFRIQUE

Les conséquences sociales et environnementales de l'exploitation minière en Afrique sont au cœur des préoccupations de WSM et de ses partenaires syndicaux dans sept pays africains, qui sont impliqués depuis quelques années dans un programme commun, avec l'appui de l'asbl¹ Solidarité Internationale des Mineurs (SIM).

Grâce à ce programme mettant en lumière les dangers, les injustices et les luttes auxquelles sont confronté-es au quotidien les mineurs et leurs organisations syndicales, ces organisations suscitent ensemble une prise de conscience et un dialogue constructif de tous les acteurs et à tous les niveaux afin d'améliorer la vie et le bien-être des travailleur-euses des mines en Afrique de l'Ouest et Centrale.

En décembre 2024, quarante-quatre personnes se sont réunies pour l'atelier continental d'évaluation à mi-parcours de ce 'programme mines', l'occasion propice pour en faire l'état des lieux, apprécier les avancées et les défis qui permettront de tirer des enseignements pour la suite du programme.

Fin 2024, WSM a organisé un séjour d'immersion intense en RDC, de Kinshasa à Kolwezi, à la rencontre des organisations partenaires de WSM pour interroger cet enjeu majeur de la transition environnementale. De Kinshasa à Kolwezi, dans le Grand Katanga, le groupe a découvert des initiatives d'économie sociale et solidaire et les défis extrêmes imposés par l'extraction minière telle qu'elle est pratiquée. Rendez-vous dans le prochain WSM-magazine pour en savoir plus sur l'extractivisme !

Une brochure qui jette un focus sur le Burkina Faso, la Guinée, la Mauritanie, le Niger, la RDC, le Sénégal et le Togo a également été réalisée en 2024 pour rassembler l'ensemble des constats et stratégies mises en place dans ces différents pays : une mine d'informations consultable sur notre site Internet !



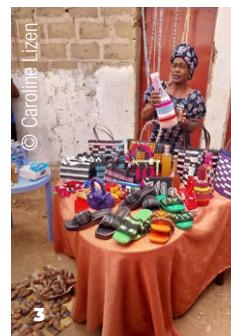
« LES PEUPLES FONT LE CHANGEMENT, PAS LES INSTITUTIONS »

TEXTE / Jaklien Broekx PHOTOS/ E-motions, Caroline Lizen, CNTG, Bruno Deceukelier, Didier Petre, Noëmi Plateau, WSM

« Ce sont les peuples qui créent le changement, pas les institutions. » Cette affirmation percutante d'**Angela Davis**, militante américaine des droits humains aujourd'hui âgée de 81 ans, en dit long. Elle met en lumière la force collective des personnes ordinaires qui, ensemble, prennent les choses en main. Le véritable changement social ne provient pas des sphères de pouvoir : il émerge du terrain, là où les gens s'organisent, protestent, agissent et font entendre leur voix. Avec leurs mains, leurs voix, leur persévérance.

Cette page remet ces acteur·rices du changement au centre de l'attention. L'#Humanité porte les noms de : **Ruth** et **Lydiane** en RD Congo, **Elly Rosita** en Indonésie, **Sandra** en Colombie, **Laure** et **Sophie** en Belgique, et tant d'autres à travers le monde.

Nous revenons également sur les 50 ans de WSM : un jubilé d'or célébré avec des gâteaux, de la convivialité et un séminaire riche en échanges et en inspiration.



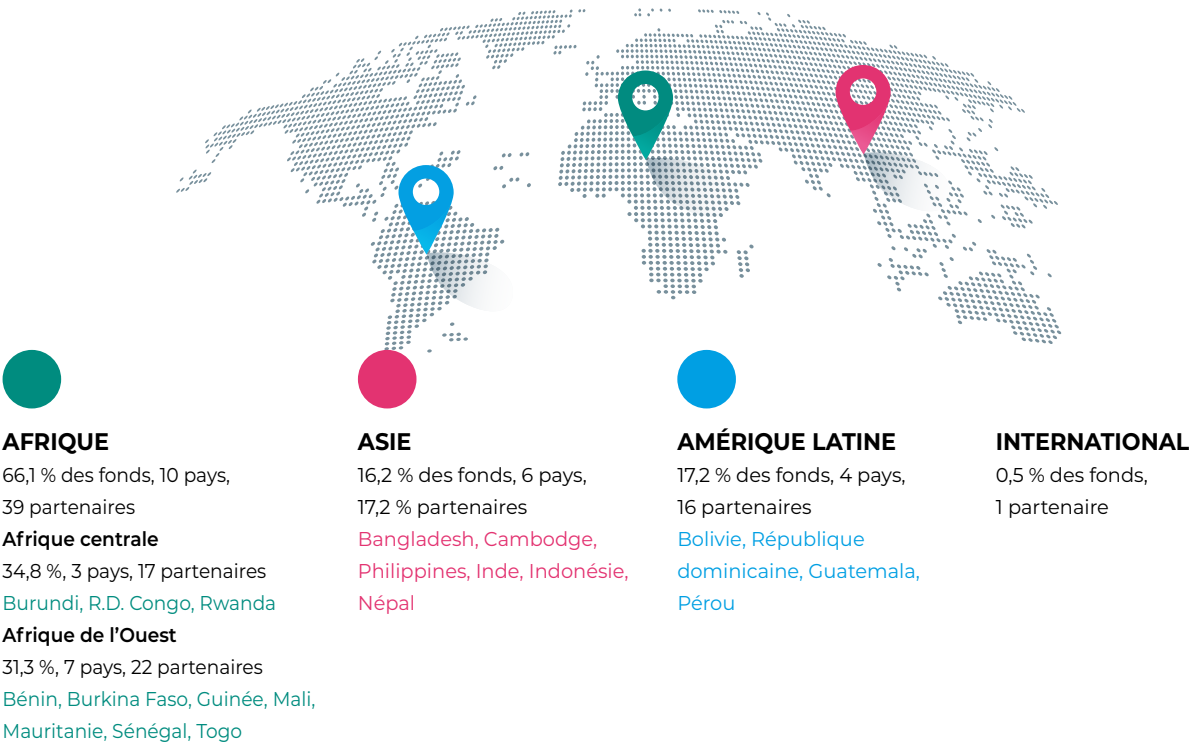
// 1-2. **Guatemala, août 2024.** Formation pour 34 jeunes leaders de mouvements sociaux et de syndicats d'Amérique latine, sur le leadership, les droits du travail, la santé, le genre et l'environnement. // 3. **Kinshasa-RDC, 27 juin 2024.** Ruth, membre de l'organisation de femmes AFC, vend des produits artisanaux fabriqués par les stagiaires qui ont suivi six mois de formation et un an d'encadrement par AFC. // 4. **Kindia-Guinée, le 8 mars 2024.** Kadiatou, Oury Baillo, Djenabou et Madeleine, sont des femmes dirigeantes de syndicats et de mutuelles se réunissant à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme. // 5. **Lubumbashi, 27 juin 2024.** Des briques solides sont cuites au Katanga pour la construction d'un entrepôt alimentaire à destination des femmes de la coopérative. La coordinatrice Lydiane observe l'avancement des travaux. // 6. **Katmandou, septembre 2024.** Elly Rosita, présidente du syndicat indonésien K-SBSI, s'entretient avec des travailleurs de plateforme du syndicat népalais.



7. Cotonou, 6 février 2024. Gâteau célébrant les 50 ans de WSM, fondé en 1975 (à l'époque sous le nom de Solidarité mondiale). // **8. Jakarta, 6 février 2024.** L'équipe d'Asie célèbre également le jubilé d'or de WSM, avec un gâteau. En direct et en virtuel. // **9. Saint-Domingue, 6 février 2024.** L'équipe WSM d'Amérique latine et des Caraïbes a invité **Francisca (Altagracia)** du syndicat Amussol-CASC à célébrer les 50 ans également avec ... un gâteau ! // **10. Bruxelles, le 6 février 2024.** L'équipe de WSM en Belgique se met aussi à la fête. Avec **Sophie, Bart, Nathalie, Jennifer et Laure**. // **11. Bruxelles, le 4 octobre 2024.** Grande fête d'anniversaire au Zennebar à Bruxelles, en compagnie de bénévoles, de (ancien.nes) collègues, d'acteurs et actrices du changement de notre vaste réseau, de partenaires in visio venant de tous les continents. Que des personnes extraordinaires ! Un beau moment de connexion intercontinental ! // **12. Bruxelles, 18 novembre 2024.** Notre séminaire inspirant sur le thème « Mouvements sociaux, droits humains et résilience » où l'on a pu compter sur des intervenant·es de qualité de différents continents, du monde universitaire, de mouvements syndicaux et de réseaux partenaires, tels que : RIPESS et CIDSE qui ont partagé leurs points de vue. La photo témoigne que Sandra du RIPESS a clairement apprécié notre événement !

2024 EN CHIFFRES

WSM travaille avec 73 partenaires dans 20 pays d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine

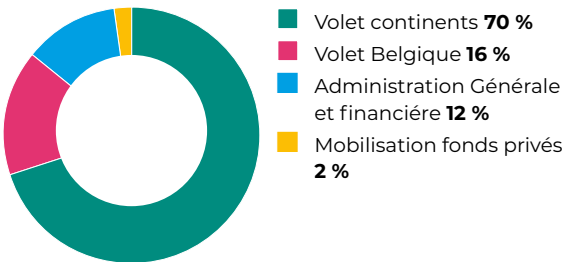


APERÇU CHIFFRÉ

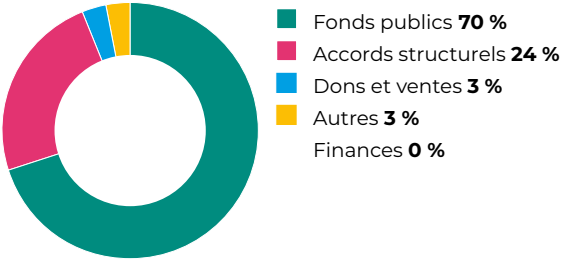
RECETTES 2024		DÉPENSES 2024	
Fonds publics	7.760.879	Volet Continents	7.483.237
Accords structurels	2.645.263	Volet Belgique	1.721.903
Dons et ventes	382.513	Administration générale et financière	1.275.074
Legs	aucun	Mobilisation de fonds privés	163.482
Autres	297.330		
Total	11.085.986	Total	10.643.697

Un aperçu plus détaillé de nos activités, de notre bilan et de notre compte de résultat est disponible sur [wsm.be](https://www.wsm.be).

STRUCTURE DES DÉPENSES 2024 WSM



STRUCTURE DES RECETTES 2024 WSM



LES RECETTES

FONDS PUBLICS : 7.760.879 EUROS

Pour les fonds publics demandés par WSM, nous élaborons à l'avance des programmes pluriannuels détaillés, décrivant les résultats à atteindre ainsi que les stratégies et les activités que nous mettons en œuvre à cette fin. Notre nouveau programme quinquennal, co-financé par la DGD, qui a débuté en 2022 et qui se terminera en 2026, occupe une place centrale. Nous mettons en œuvre d'autres programmes en coopération avec ENABEL et l'Union européenne. Chaque année, nous rendons compte de chaque euro reçu dans un rapport complet aux autorités qui mettent ces fonds à disposition.

NOS FONDS PUBLICS EN DÉTAIL

Gouvernement fédéral :	7.386.633 €
Union européenne :	83.107 €
Fonds provenant des autorités régionales (communes, villes, provinces, régions et subventions à l'emploi) :	291.139 €

AUTRES RECETTES : 3.325.106 EUROS

Pour prétendre à des fonds publics, WSM doit mobiliser et allouer un pourcentage de fonds privés destinés à la mise en œuvre des programmes pluriannuels. Une partie des plans d'action mis en œuvre par les organisations partenaires est financée par des fonds mobilisés auprès de donateurs, ce que l'on appelle les fonds propres de WSM. En 2024, cela a représenté 30 % des recettes totales.

NOS FONDS PROPRES EN DÉTAIL

Recettes provenant de dons et de ventes : 382.513 euros

1.790 donateur-trices et 138 organisations ont mobilisé ensemble 382.513 euros. Merci ! Votre don est incroyablement précieux et indispensable.

Conventions pluriannuelles : 2.645.263 euros

Nous pouvons également compter sur des fonds provenant d'accords pluriannuels avec 39 partenaires au sein et hors du mouvement ouvrier chrétien.

WSM reçu des fonds provenant d'accords avec :

- ▶ ACV-CSC, beweging.net, BRS, Familiehulp, Femma, KAJ, KWB, RAAK, LCM-ANMC, CM, MC, MOC, la banque VDK et autres : 1.380.728 euros
- ▶ Des centrales syndicales et fonds sectoriels, mutualités régionales, organisations régionales: 1.134.028 euros
- ▶ 11.11.11, coupole néerlandophone des organisations Nord-Sud : 111.466 euros
- ▶ CNCD-11.11.11, coupole francophone des organisations Nord-Sud : 19.041 euros

MERCI !

Visitez le site <https://www.wsm.be/notre-reseau/partenaires-financiers/> pour découvrir tous nos partenaires structurels.

LES DÉPENSES

COOPÉRATION DANS LES PAYS PARTENAIRES : 7.483.237 EUROS

Avec ce montant, qui représente 70 % du total, nous travaillons avec 73 mouvements sociaux, tels que des syndicats, des mutuelles de santé, des organisations de femmes, de jeunes et de personnes âgées, des institutions de microfinance et des coopératives dans 20 pays qui se consacrent à défendre le travail décent et la protection sociale. Une partie des fonds est consacrée à la coopération entre ces organisations elles-mêmes. Elles se sont réunies au sein du Réseau international pour les droits à la protection sociale (INSP!R) et ont mis en place des actions à grande échelle - parfois au-delà des frontières nationales - pour une protection sociale plus importante et de meilleure qualité. Aujourd'hui, ce réseau se compose de 17 réseaux nationaux et de 4 réseaux continentaux. INSP!R international compte 178 organisations partenaires.

ENSEMBLE DERRIÈRE LA VISION DE WSM : 1.721.903 EUROS

Un travail décent et une protection sociale pour tous et toutes, partout : tels sont les leviers pour mettre fin à la pauvreté et à l'inégalité et ce, de manière durable. Telle est notre vision et nous voulons en convaincre le plus grand nombre, tant en Belgique qu'auprès d'un certain nombre d'institutions internationales. Nous le faisons par la sensibilisation, la formation, la mobilisation et le plaidoyer politique.

ASSURANCE QUALITÉ ET TRANSPARENCE DE NOTRE FONCTIONNEMENT : 1.275.074 EUROS

La qualité, la transparence et une bonne communication sont des priorités essentielles. En 2024, nous avons consacré 12 % de nos ressources à la gestion générale de notre organisation. Cela comprend les opérations financières et administratives, la gestion des ressources humaines, le soutien permanent à la qualité et la coordination générale. Ensemble, ils garantissent la qualité de notre travail.

MOBILISATION DE FONDS : 163.482 EUROS

En tant que donateur-trice, vous avez droit à des informations précises sur ce qu'il advient de votre don. L'année dernière, nous avons investi 1,5 % de nos ressources dans les relations avec nos donateur-trices. Grâce à ces fonds, nous avons pu partager des rapports de qualité, nous avons été à leur disposition pour répondre à leurs questions et nous avons élaboré des actions sur mesure.

RÉSULTATS ANNUELS

RECETTES

Notre revenu total en 2024 était de 11,1 millions d’euros. C’est 0,6 % de moins qu’en 2023.

L’arrêté ministériel remanié de la Ministre Caroline Gennez prévoyait exceptionnellement des fonds supplémentaires pour 2023 et 2024. Cet apport a permis de faire face à l’augmentation des frais de personnel et des coûts des organisations partenaires, conséquences de la vague d’inflation de 2022 et de la crise économique mondiale. En termes absolus, cela signifie une augmentation des fonds fédéraux de 308.000 euros par an pour WSM. Notre recherche de ressources autres que celles de la DGD avait abouti à de nouveaux programmes au Bénin et en Guinée, en coopération avec ENABEL, lancés en 2022 et clôturés en 2023. Cette diversification a été poursuivie en 2024 avec pour résultat le démarrage d’un nouveau programme en RD Congo financé par ENABEL et l’introduction d’un nouveau programme au Bénin financé également par ENABEL.

Les recettes provenant des accords structurels ont été conformes au budget 2024, et dans le même ordre de grandeur que 2023. Les dons privés ont légèrement augmenté par rapport à l’année dernière en raison du succès du WSM Challenge « Banglabike », qui s’est déroulé au printemps 2024 et qui a permis de récolter 26.126 euros en 2024. Les participant-es à ce voyage ont récolté des fonds pour cofinancer les programmes des organisations partenaires au Bangladesh.

Les recettes provenant de dons sont toujours sous pression. C’est pourquoi WSM continuera également à s’engager dans le développement d’initiatives innovantes avec une équipe de collaborateur-trices enthousiastes et les organisations partenaires engagées de notre mouvement.

Par ailleurs, vous remarquerez que les autres recettes ont augmenté. La hausse des taux d’intérêt a engendré une augmentation des revenus financiers, de 89.000 euros en 2023 à 196.000 euros en 2024. Une part importante de ces revenus est déduite des fonds que nous recevons chaque année de la DGD. Nous devons également tenir compte du paiement d’impôts plus élevés en 2024 (30 % de précompte mobilier sur les intérêts).

DÉPENSES

La stabilité des recettes en 2024 s’accompagne d’une diminution de près de 2,4 % du côté des dépenses.

En 2024, des économies ont été réalisées sur les frais de personnel, car un certain nombre de postes vacants n’ont pas été pourvus temporairement et certain-es collègues ont connu des périodes d’absence prolongées (accidents de travail, maladie, ...).

Les frais financiers pour l’exercice 2024 s’élèvent à 16.828 euros contre 18.338 euros en 2023.

WSM termine l’exercice avec un résultat positif de 442.288 euros, supérieur aux prévisions (résultat positif de 238.890 euros en 2023). Ceci renforce le résultat positif reporté au bilan. WSM affectera une partie de ce montant au fonds d’aide d’urgence pour faire face aux crises. Le résultat positif transféré continuera à être utilisé en 2025 pour poursuivre la mise en œuvre des programmes approuvés, pour mettre en œuvre d’autres programmes financés sur les ressources propres et pour absorber en partie l’augmentation des frais de personnel.

La transparence financière est primordiale pour notre organisation qui compte sur votre soutien financier. Pour obtenir des données financières, veuillez consulter notre site web <https://www.wsm.be/nous-decouvrir/transparence/>. Nous y publions le compte de résultat résumé, le bilan et le tableau récapitulatif de 2024. Nous pouvons également fournir ces documents sur simple demande. Nous publions également nos chiffres sur le site web suivant : www.donorinfo.be



WSM est membre de ethical-fundraising.be. Ce site vérifie si une organisation acquiert ses fonds d’une manière éthique. Chaque année, elle effectue un audit des chiffres des membres. Pour 2024, nous avons obtenu un bon résultat.

INTÉGRITÉ

WSM accorde une grande importance à l’intégrité. Notre organisation gère ses ressources financières de manière correcte, transparente et honnête. Parallèlement, nous entretenons des relations respectueuses et équitables avec les personnes et les organisations de nos réseaux à travers le monde. Nous suivons notre politique d’intégrité conformément à la charte d’intégrité de la coopération internationale belge.

Chaque année, différentes initiatives sont prises pour affiner notre politique d’intégrité. Nous adoptons à cet égard une attitude d’organisation apprenante.

En 2024, toute l’attention s’est portée sur la consolidation des différents aspects de la charte d’intégrité et sur la manière dont WSM met concrètement en œuvre ses articles au sein de l’organisation.



Lisez l'article complet sur notre site web

EN BREF

73
partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine

20 
pays (Belgique non comprise)

1.790
donateur-trices individuel-les

138
organisations locales belges

3
coordinateur-trices en Afrique Ouest, Asie et Amérique latine

40 
employé-es en Belgique

73
partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine

4.161
abonné-es à nos newsletters

8.237
fans sur nos médias sociaux

454.472
personnes touchées par l'action de WSM et les partenaires en Amérique latine et Caraïbes

1.459.472
personnes touchées par l'action de WSM et les partenaires en Afrique centrale

2.216.700
personnes touchées par l'action de WSM et les partenaires en Afrique de l'Ouest

1.872.987
personnes touchées par l'action de WSM et les partenaires en Asie



© DIDIER PETRE



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
Magazine quadrimestriel de WSM
Septembre 2025
Bureau de dépôt Gent X

EN 2024, ON S'EST MIS EN ACTION POUR « CHANGER LA DONNE » SUIVEZ-NOUS EN 2025 !

